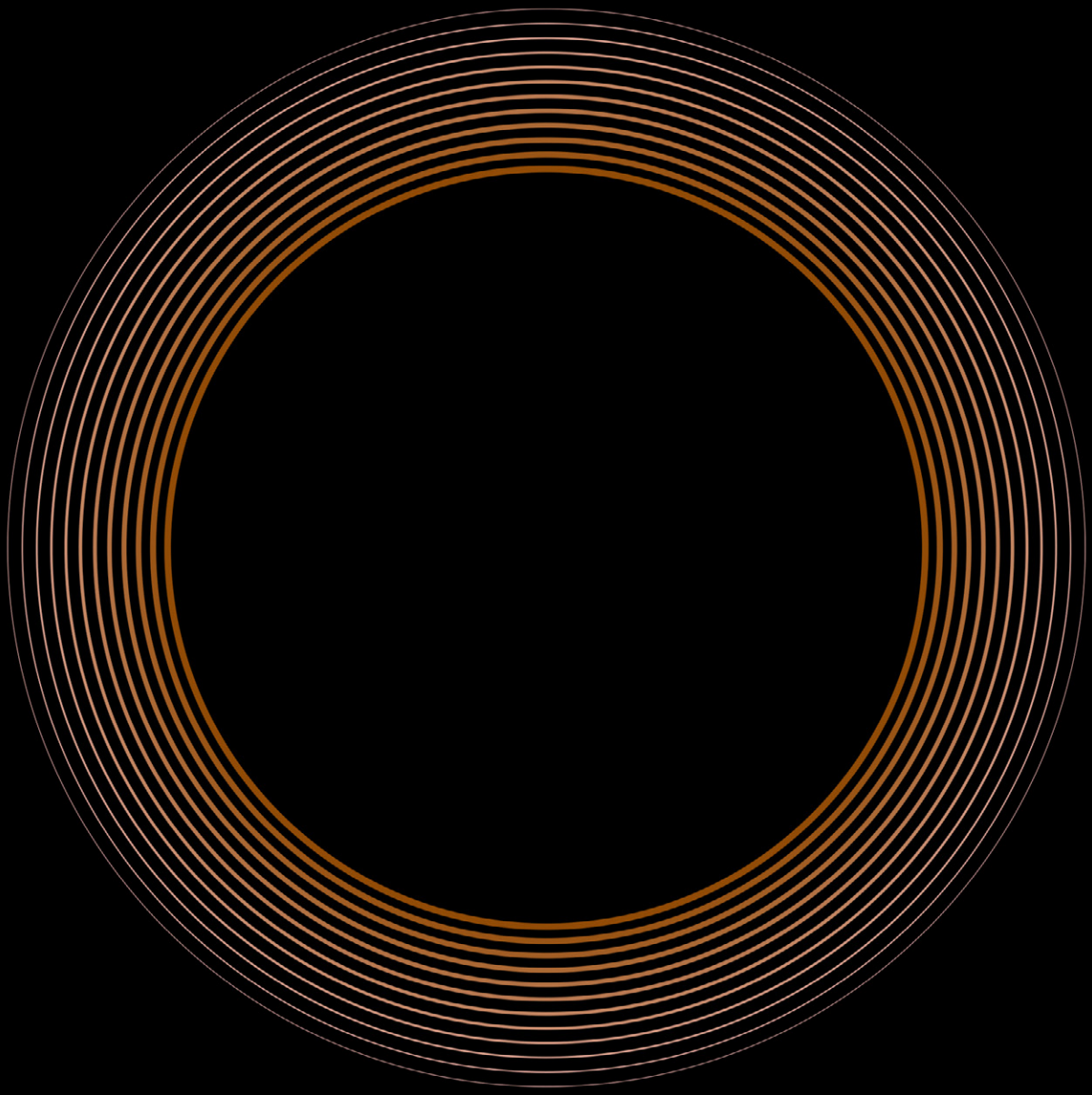
Deloitte.



L’économie canadienne frappée par la pandémie mondiale et le choc des prix du pétrole

Perspectives économiques : Mars 2020

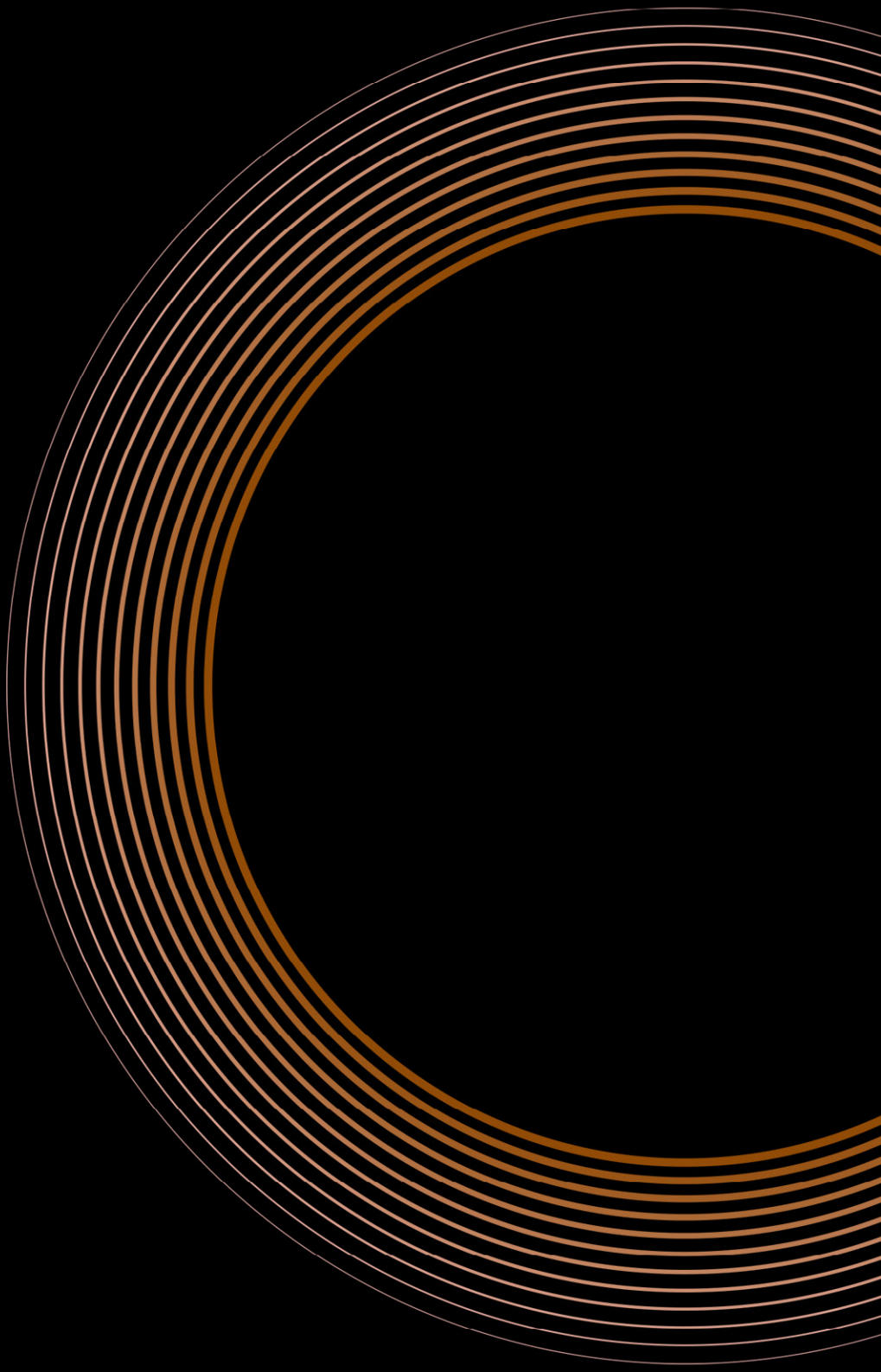


Table des matières

Vue d’ensemble 2

Contexte 4

Canada 6

Canada : prévisions économiques 8

Canada : prévisions financières 10

Conclusion 12

Vue d'ensemble

Les impacts de la pandémie COVID-19 et toutes les perturbations économiques et financières qui y sont associées devraient faire vaciller l'économie canadienne.

Les impacts de la pandémie COVID-19 et toutes les perturbations économiques et financières qui y sont associées devraient faire vaciller l'économie canadienne. L'économie a connu un léger déclin au cours du premier trimestre. Nous prévoyons une contraction significative au deuxième trimestre, et cette dernière devrait s'estomper au troisième trimestre. Cependant, il est essentiel de comprendre que la COVID-19 finira par passer, comme l'ont fait les épidémies du passé, ouvrant la voie à une reprise de l'activité économique plus tard en 2020 et en 2021.

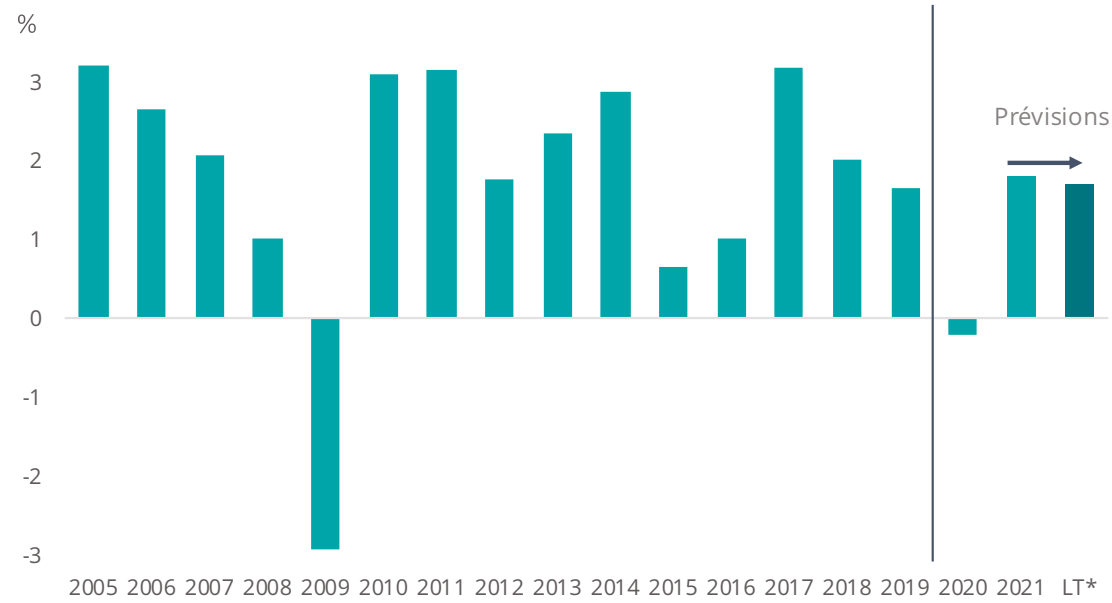
À court terme, le déclin de l'activité économique se fera en fonction de l'affaiblissement de la demande mondiale, de la baisse des prix des matières premières et des restrictions à la circulation des biens et des personnes. Mais le facteur psychologique joue un rôle important. Au moment où nous écrivons ces lignes, la peur domine le comportement des investisseurs et des gens — et cela ne fait qu'empirer les choses.

Cela ne signifie pas qu'il faille faire preuve de complaisance. Il est important de contenir la pandémie et il est essentiel de protéger le bien-être des personnes. La meilleure approche est de suivre les conseils des responsables médicaux — ce sont eux qui savent le mieux. Toutefois, il ne faut pas réagir de manière excessive car de nombreuses informations erronées circulent.

Selon notre scénario de référence, l'économie canadienne devrait connaître une baisse de 0,2 pourcent du PIB réel cette année, concentrée au deuxième trimestre. Le degré de fragilité de l'économie est tempéré par l'effort coordonné de nombreux gouvernements et banques centrales pour fournir une stimulation fiscale et monétaire. La Banque du Canada devrait encore réduire le taux directeur de 50 points de base, diminuant le taux de financement à un jour à 0,25 pourcent. Le gouvernement fédéral a annoncé un financement pour faire face à l'impact direct de la COVID-19 et des mesures pour aider à soutenir le financement des entreprises. Le prochain budget fédéral 2020 aura aussi pour effet de stimuler l'économie. Les gouvernements provinciaux répondront aussi, mais seront limités par des contraintes fiscales. Les politiques publiques ne peuvent faire face à tous les défis économiques en même temps, mais elles peuvent aider à atténuer certains risques négatifs, en plus d'avoir un effet psychologique positif. À mesure que la COVID-19 est contenue, que le nombre de cas actifs diminue et que l'impact de la relance se fait ressentir, nous nous attendons à un regain de la croissance économique plus tard cette année et jusqu'en 2021.

Comment les entreprises doivent-elles répondre ? Avant tout, elles doivent traiter les risques, en accordant la priorité à leur personnel. En second lieu, des mesures de gestion seront nécessaires pour naviguer ces temps économiques difficiles, et assurer la continuité des activités. Cela inclut la gestion des perturbations sur les chaines logistiques, les flux de trésorerie et les liquidités. Ensuite, il est possible de tirer des leçons de la crise, et de mettre en œuvre des décisions qui rendront l'entreprise plus forte, tels que l'amélioration de la flexibilité de travail ou procéder à des investissements clés. Enfin, les dirigeants d'entreprise doivent se préparer pour l'éventuel rebond économique qui pourrait se produire dans quelques mois ou trimestres. Là encore, la fragilité économique est comme une vallée et l'objectif principal est de soutenir les gens et de gérer les entreprises jusqu'à l'autre côté de cette vallée.

Croissance du PIB réel; Canada



Note : LT désigne le taux de croissance à long terme ou d'équilibre, actuellement estimé à environ 1,7%
Source : Statistique Canada. Prévisions par les services-conseils en économie Deloitte, en mars 2020.

Contexte

La croissance économique canadienne a ralenti à la fin de 2019, l'économie affichant un gain annualisé très modeste de 0,3 pourcent au cours des trois derniers mois de l'année dernière. Cependant, les choses s'amélioraient. Les États-Unis et la Chine avaient conclu un accord commercial qui mettrait fin à l'escalade de la guerre tarifaire qui mettait en péril l'activité économique mondiale. Le Royaume-Uni a négocié et légiféré avec succès sur les conditions de sortie de l'Union européenne, évitant ainsi le dur BREXIT qui aurait été un choc négatif important pour l'économie européenne. En effet, selon les prévisions de Deloitte, la croissance économique mondiale et canadienne devait s'améliorer en 2020.

Tout cela a changé avec l'annonce, en janvier, de l'apparition de la COVID-19 en Chine. Les efforts spectaculaires déployés pour endiguer l'épidémie devraient avoir des répercussions économiques et financières importantes au niveau mondial. L'affaiblissement de l'économie chinoise a fait baisser la demande et les prix des matières premières. Les flux commerciaux avec la Chine ont été perturbés, entrainant des répercussions sur les chaines d'approvisionnement mondiales. À la mi-février, le nombre de nouveaux cas nets en Chine était en baisse. De ce fait, nous nous attendions à ce que le gros du coup porté à la croissance économique mondiale se fasse ressentir au premier trimestre de 2020, mais un rebond était prévu au deuxième trimestre. Au Canada, les blocages ferroviaires devaient également avoir un impact économique au début de l'année 2020.

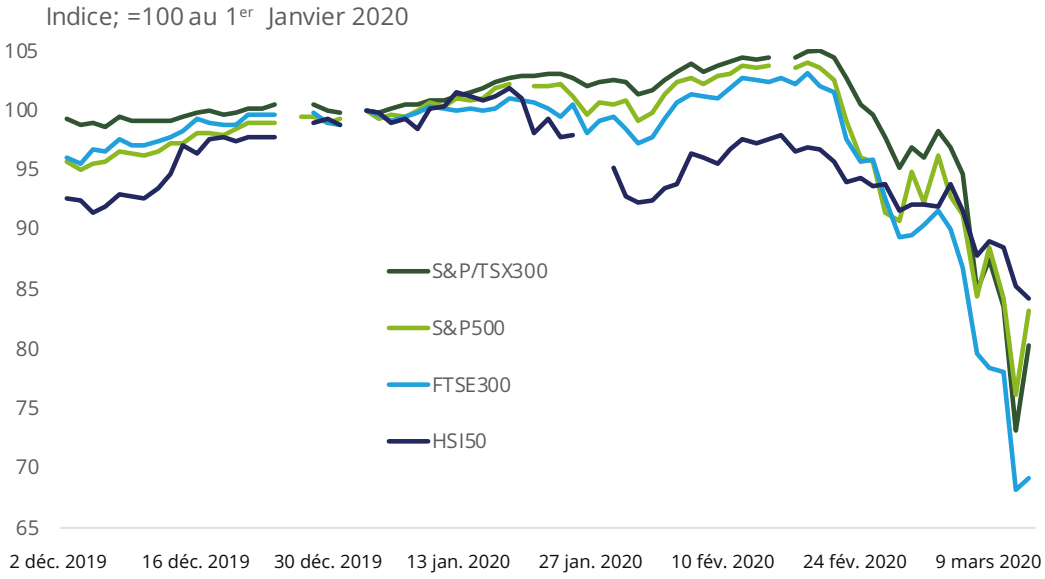
Ensuite, les choses se sont beaucoup détériorées. Bien que l'endiguement ait fonctionné en Chine, le nombre de cas en dehors de cette dernière a augmenté, en particulier dans des pays comme l'Italie, la Corée du Sud et l'Iran. Les perturbations économiques étant susceptibles de durer plus longtemps, les marchés financiers ont de plus en plus envisagé la possibilité d'une récession mondiale. Les cours des actions ont plongé précipitamment et l'argent a fui vers les obligations, faisant chuter les rendements obligataires à des niveaux historiquement bas. Avec une détresse financière persistante, les fonds se sont tournés vers la sécurité des liquidités, le dollar américain et, dans une moindre mesure, l'or.

Les marchés financiers ont été encore plus perturbés par un désaccord lors de la récente rencontre de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). L'Arabie saoudite voulait un accord pour réduire l'offre afin de soutenir les prix du pétrole, qui étaient tombés du niveau de 60 dollars le baril selon la référence West Texas Intermediate (WTI) au début de l'année à environ 45 dollars avant la rencontre. Au cours des trois dernières années, la Russie — qui n'est pas membre de l'OPEP — avait assisté aux réunions et s'était engagée à coordonner l'approvisionnement avec le cartel pétrolier. Lors de cette réunion, cependant, la Russie a refusé d'accepter une réduction de la production de pétrole. Beaucoup ont considéré ce refus comme un effort pour protéger sa part du marché mondial du pétrole, qui a été réduite ces dernières années par l'augmentation de l'offre américaine de pétrole de schiste. En raison de ce désaccord, l'Arabie saoudite a annoncé qu'elle augmenterait son niveau de production de pétrole, provoquant ainsi une chute des prix du pétrole.

La communauté internationale a réagi rapidement face aux risques économiques et financiers croissants, avec le G7 ayant accepté de coordonner ses efforts pour soutenir l'économie mondiale. La Réserve Fédérale américaine a réduit le taux des fonds fédéraux à zéro et a relancé son programme d'achat d'obligations de l'époque de la crise, visant à acheter 700 milliards de dollars de dette à plus long terme du Trésor américain. La Banque du Canada, la Banque d'Angleterre et de nombreuses autres banques centrales ont également introduit des mesures de relance supplémentaires et ont élargi les facilités de prêt d'urgence afin de garantir la liquidité des marchés monétaires et l'accès aux financements en dollars américains. Les gouvernements du monde entier ont également commencé à prendre des mesures pour combattre l'épidémie, limiter la contagion et stimuler la croissance.

La communauté internationale a réagi rapidement face aux risques économiques et financiers croissants, avec le G7 ayant accepté de coordonner ses efforts pour soutenir l'économie mondiale.

Marchés boursiers mondiaux; Indices des prix



Sources : TSX, FT, NYT, HSI

Canada

Il est extrêmement difficile de faire des prévisions économiques dans ces conditions. Les économistes ne sont pas des épidémiologistes, nous ne savons donc pas combien de temps la pandémie va durer ni jusqu'où elle va se propager. Notre hypothèse de base est également que la COVID-19 finira par disparaitre d'elle-même. Nous nous attendons à ce que ceci se produise au courant de l'été.

L'économie canadienne sera affectée par la baisse des prix des matières premières et des exportations en raison du ralentissement mondial. Les investissements des entreprises seront également freinés par la baisse de la demande et des prix des matières premières, mais aussi par le manque de confiance des entreprises et par la détresse des marchés financiers. Bien que les dépenses de consommation soient stimulées par l'accumulation de stocks spéculatifs en mars, elles seront finalement freinées par une réticence à fréquenter les centres commerciaux, les restaurants et autres lieux publics. L'emploi et les revenus personnels seront affectés par la réduction des embauches et par les interruptions de travail causées par les efforts déployés pour contenir la propagation du virus. Les effets négatifs sur la richesse résultant de la correction des marchés des actions pourraient également modérer les dépenses, tout comme la confiance des consommateurs. Les prévisions pour les inventaires sont un peu plus hasardeuses, car ils pourraient être amenuisés par la difficulté d'importer de l'étranger ou par les thésaurisation spéculative des consommateurs, mais ils pourraient aussi augmenter à mesure que la demande et les ventes diminuent. Les bénéfices devraient chuter fortement en 2020. Le point essentiel est qu'il y aura un ralentissement économique généralisé.

D'un autre côté, les décideurs politiques ont réagi et le feront probablement davantage dans les mois à venir. La Banque du Canada a réduit son taux directeur d'un point de pourcentage, et nous prévoyons un autre assouplissement d'un demi-point, ce qui ramènera le taux de financement à un jour à 0,25 pourcent, un niveau historiquement bas. Bien que cette mesure soit favorable à la croissance économique, la capacité de la politique monétaire à remédier au ralentissement de l'économie est limitée en raison de la nature de la crise de santé actuelle. La pandémie crée un choc à la fois sur l'offre et la demande, ce qui signifie que la politique budgétaire pourrait avoir plus d'impact dans ce contexte. Si la faiblesse du dollar canadien persiste, cela contribuera à la compétitivité des exportations, mais celle-ci ne permettra pas de remédier au ralentissement de la demande mondiale.

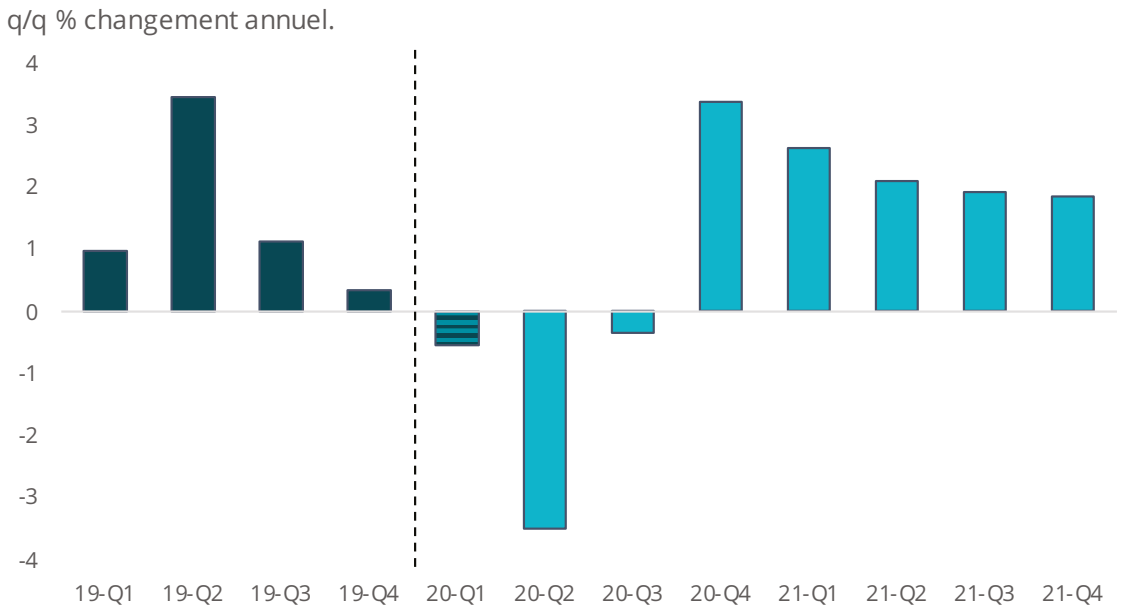
Nous avons tenu compte de la fragilité économique attendue et des mesures de relance monétaire et budgétaire dans les tableaux de prévisions figurant à la fin de cette publication. Le portrait est celui d'un premier trimestre de 2020 faible. Notre pronostic est une baisse annualisée de -0,5 pourcent au premier trimestre, suivie d'une correction de 3,5 pourcent au deuxième trimestre. La fragilité économique persistera au troisième trimestre, mais elle s'atténuera. Nous nous attendons ensuite à un rebond de la croissance économique.

Les entreprises et les Canadiens seront confrontés à au moins deux trimestres difficiles. Les secteurs les plus vulnérables sont l'énergie, les mines, l'hôtellerie, le tourisme et les transports. L'automobile et l'immobilier devraient également connaître une baisse significative de leurs ventes. Le secteur des soins de santé connaîtra une augmentation de la demande pour ses services, mais cela pourra créer ses propres difficultés si les ressources sont insuffisantes.

L'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador sont particulièrement vulnérables à la chute des prix du pétrole, avec cette dernière province étant également confrontée à une situation fiscale désastreuse. La Colombie-Britannique est plus exposée que les autres provinces aux perturbations économiques en Asie. Cependant, toutes les provinces seront touchées par une baisse de la demande de leurs exportations, une diminution des dépenses de consommation, une baisse des investissements des entreprises et une réduction du tourisme. Une question clé est de savoir dans quelle mesure l'économie américaine s'affaiblit, puisque les provinces canadiennes font plus de commerce nord-sud qu'est-ouest. Les États-Unis ont connu un plus grand dynamisme économique que leurs pairs depuis quelques années, mais le nombre de cas COVID-19 américains est en hausse et l'endiguement conduira probablement à un effondrement économique. Ainsi, la fragilité de l'économie canadienne se fera sentir d'un bord à l'autre du pays.

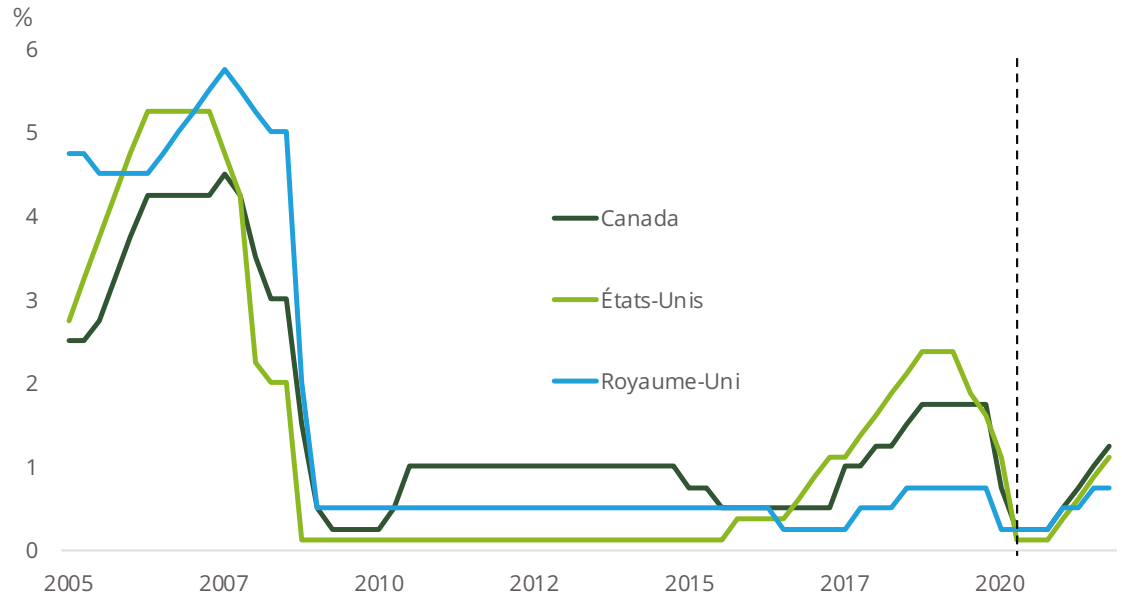
Une question clé est de savoir dans quelle mesure l'économie américaine s'affaiblit, puisque les provinces canadiennes font plus de commerce nord-sud qu'est-ouest.

PIB réel; Canada



Source : Statistique Canada. Prévisions par les services-conseils en économie Deloitte, en mars 2020.

Taux directeurs de la Banque Centrale



Source : BoC, FRB, BoE. Prévisions par les services-conseils en économie Deloitte, en mars 2020.

Canada : prévisions économiques

	2019				2020			
	T1 réel	T2 réel	T3 réel	T4 est.	T1 prév.	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.
Activité économique réelle								
Produit intérieur brut	1,0	3,4	1,1	0,3	-0,5	-3,5	-0,3	3,4
Dépenses de consommation	2,4	0,4	2,0	1,9	1,1	0,0	0,5	2,4
• Biens durables	4,8	-2,6	1,4	-0,2	1,1	-0,8	0,7	2,1
• Services	2,4	1,0	2,3	3,4	0,7	-0,5	0,4	2,8
Investissement résidentiel	-3,1	6,4	13,0	1,1	-2,9	-4,1	2,1	4,2
Investissement fixe non résidentiel	5,5	-1,4	8,3	-3,1	-1,8	-6,5	-3,7	3,2
• Structures non résidentielles	4,4	4,3	11,2	-1,7	-2,1	-9,6	-8,7	1,8
• Matériel et outillage	42,7	-23,2	-2,6	-13,5	-0,2	-7,5	-6,8	3,5
Consommation et investissements publics	2,8	0,7	2,1	0,5	2,4	2,7	2,2	2,0
Exportation de biens et services	-4,0	10,6	-0,6	-5,1	-3,7	-6,4	-0,7	2,6
Importation de biens et services	8,3	-4,1	-0,2	-2,5	-1,3	-0,2	1,5	2,3
Prix								
Indice des prix à la consommation (sur 12 mois)	1,7	2,2	1,9	2,1	2,0	1,3	1,4	1,5
Indice des prix implicite du PIB	4,5	4,5	0,4	4,1	1,1	-2,1	2,1	2,2
Revenu nominal								
Revenu intérieur brut	5,7	8,2	1,3	4,5	0,6	-5,6	1,8	5,6
Revenu des particuliers (sur 12 mois)	3,5	4,7	4,5	4,4	3,1	0,2	-0,1	-0,2
Bénéfice des sociétés, avant impôts (sur 12 mois)	-13,9	-9,0	-17,9	2,4	4,3	-18,6	-7,5	3,9
Marché du travail								
Emploi	3,0	2,6	1,1	0,5	1,1	-0,8	0,4	0,9
Taux de chômage (%)	5,8	5,6	5,6	5,7	5,6	6,2	6,3	6,1

	2021				2019 est,	2020 prév,	2021 prév,
	T1 prév,	T2 prév,	T3 prév,	T4 prév,			
Activité économique réelle							
Produit intérieur brut	2,6	2,1	1,9	1,8	1,6	-0,2	1,8
Dépenses de consommation	2,2	2,0	1,9	1,8	1,6	1,1	1,8
• Biens durables	1,9	1,7	1,6	1,5	0,6	0,3	1,5
• Services	2,4	2,2	2,1	2,0	2,1	1,3	1,9
Investissement résidentiel	3,7	2,9	1,7	1,7	-0,6	1,1	2,6
Investissement fixe non résidentiel	3,1	2,9	2,4	2,4	-0,7	-1,7	1,4
• Structures non résidentielles	2,4	2,6	2,7	2,9	0,9	-2,1	0,1
• Matériel et outillage	2,4	2,8	2,7	2,5	-1,4	-6,7	0,9
Consommation et investissements publics	1,7	1,7	1,6	1,6	1,6	1,9	1,9
Exportation de biens et services	2,3	1,8	2,0	2,2	1,2	-2,5	1,3
Importation de biens et services	1,9	1,8	2,0	2,2	0,3	-0,8	1,8
Prix							
Indice des prix à la consommation (sur 12 mois)	1,7	2,0	2,0	2,0	2,0	1,6	1,9
Indice des prix implicite du PIB	2,1	2,0	1,9	1,8	1,9	1,3	1,8
Revenu nominal							
Revenu intérieur brut	4,7	4,1	3,8	3,6	3,6	1,1	3,5
Revenu des particuliers (sur 12 mois)	0,8	3,0	3,8	3,7	4,3	0,7	2,8
Bénéfice des sociétés, avant impôts (sur 12 mois)	7,7	29,1	28,5	19,6	-10,2	-4,8	20,8
Marché du travail							
Emploi	0,7	0,6	0,6	0,6	2,1	0,6	0,6
Taux de chômage (%)	6,0	6,0	6,0	6,0	5,7	6,1	6,0

Canada : prévisions financières

	2019				2020			
	T1 réel	T2 réel	T3 réel	T4 est.	T1 prév.	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.
Taux d'intérêt (%)								
Taux cible du financement à un jour	1,75	1,75	1,75	1,75	0,75	0,25	0,25	0,25
Bon du Trésor Canada 3 mois	1,67	1,66	1,65	1,66	0,60	0,20	0,20	0,20
Billet gouv. Canada 2 ans	1,55	1,47	1,58	1,69	0,60	0,75	0,80	0,90
Billet gouv. Canada 5 ans	1,52	1,39	1,40	1,68	0,70	0,80	0,90	1,00
Oblig. gouv. Canada 10 ans	1,62	1,46	1,37	1,70	0,75	0,85	0,95	1,05
Écart sur la courbe de rendement (points de pourcentage)								
3 mois par rapport à 10 ans	-0,05	-0,20	-0,28	0,04	0,15	0,65	0,75	0,85
2 ans par rapport à 10 ans	0,07	-0,01	-0,21	0,01	0,15	0,10	0,15	0,15
Taux de change								
$ US/$ CA ($ CA)	1,33	1,34	1,32	1,32	1,38	1,36	1,35	1,34
$ US/$ CA (cents US)	75,24	74,77	75,72	75,76	72,46	73,53	74,07	74,63

	2021				2019 réel	2020 prév.	2021 prév.
	T1 prév.	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.			
Taux d'intérêt (%)							
Taux cible du financement à un jour	0,50	0,75	1,00	1,25	1,75	0,25	0,50
Bon du Trésor Canada 3 mois	0,45	0,70	0,90	1,20	1,66	0,20	0,45
Billet gouv. Canada 2 ans	1,00	1,10	1,20	1,30	1,69	0,90	1,00
Billet gouv. Canada 5 ans	1,10	1,20	1,30	1,40	1,68	1,00	1,10
Oblig. gouv. Canada 10 ans	1,15	1,25	1,35	1,45	1,70	1,05	1,15
Écart sur la courbe de rendement (points de pourcentage)							
3 mois par rapport à 10 ans	0,70	0,55	0,45	0,25	0,04	0,85	0,25
2 ans par rapport à 10 ans	0,15	0,15	0,15	0,15	0,01	0,15	0,15
Taux de change							
$ US/$ CA ($ CA)	1,33	1,33	1,33	1,33	1,32	1,34	1,33
$ US/$ CA (cents US)	75,19	75,19	75,19	75,19	75,76	74,63	75,19

Conclusion

Notre scénario de base prévoit que l'économie canadienne subira une contraction temporaire en 2020, mais que la croissance repartira en 2021. Les risques qui pèsent sur notre projection trimestrielle sont équilibrés. Il est possible que la pandémie s'atténue plus rapidement et que les mesures de relance soient plus efficaces, de sorte que la croissance économique revienne dès le troisième trimestre. Il est également possible que la pandémie dure plus longtemps et que les impacts économiques soient plus importants et plus durables. Dans ce contexte, nous recommandons vivement aux entreprises d'utiliser des scénarios pour évaluer les vulnérabilités. Mais notre message principal est que le vent va finir par tourner — même si nous ne savons pas exactement quand.

Ces derniers jours, Deloitte Canada a publié un certain nombre de rapports pour aider les entreprises à comprendre l'environnement actuel et les actions possibles, notamment *COVID-19 : Des stratégies concrètes de gestion de la main-d'œuvre axées sur vos gens*, *COVID-19 : Gestion la chaine d'approvisionnement*, *COVID-19 : Gérer la trésorerie en période de crise*.

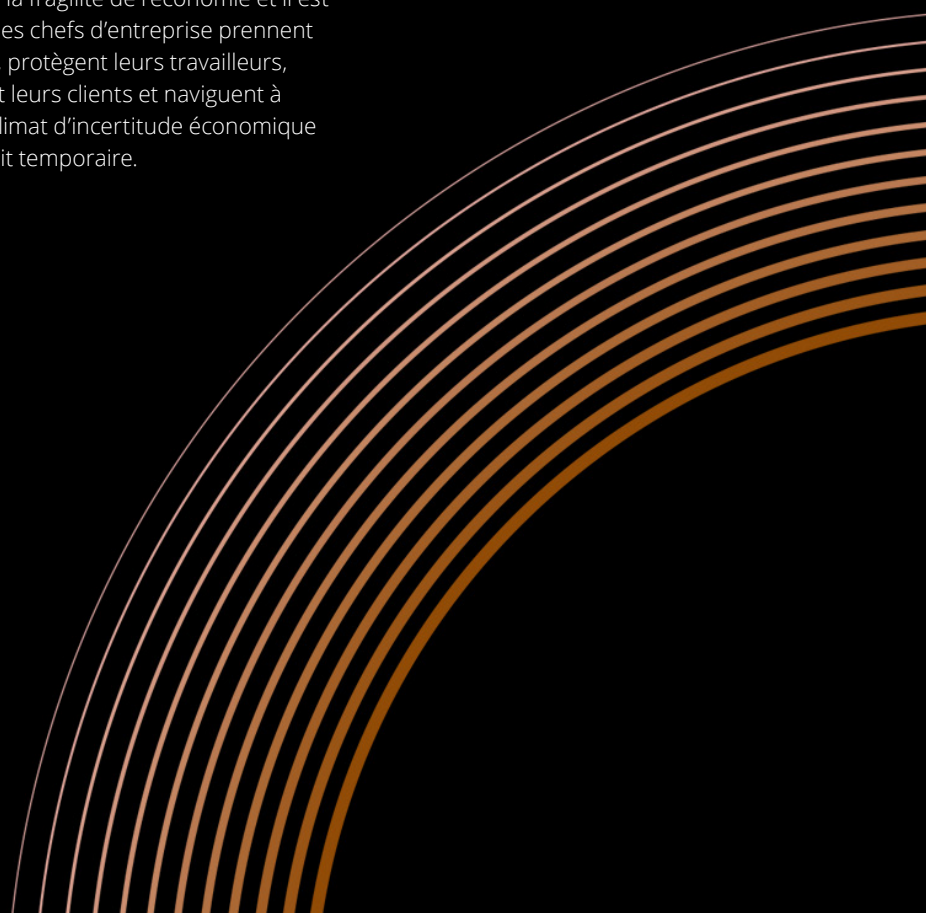
Certains de nos messages clés sont les suivants : créer un centre de contrôle pour la planification et la coordination de la résilience, mettre en œuvre une stratégie des talents pour soutenir votre personnel, évaluer les besoins en fonds de roulement et en liquidités, identifier les perturbations de la chaine d'approvisionnement et mettre en place des mesures d'urgence, s'engager auprès des clients pour les aider et soutenir la continuité des activités, évaluer et améliorer les capacités digitales.

À notre avis, la gestion dans cet environnement comporte trois étapes. Premièrement, réagir à la crise et prendre des mesures pour assurer la continuité des activités. Deuxièmement, tirer des leçons de la crise et saisir l'opportunité de

Deloitte Canada a publié un certain nombre de rapports pour aider les entreprises à comprendre l'environnement actuel et les actions possibles

prendre des mesures visant à renforcer l'organisation. Troisièmement, positionner l'organisation pour qu'elle prospère lorsque le vent tournera.

Depuis le début de 2019, nous avons prévenu nos lecteurs que les économies mondiale et canadienne se trouvaient à la fin d'un cycle économique et qu'il y aurait un événement déclencheur menant à un tournant dans le cycle. La récente pandémie mondiale semble être cet événement. Les décideurs politiques agissent maintenant pour limiter la fragilité de l'économie et il est temps que les chefs d'entreprise prennent les devants, protègent leurs travailleurs, soutiennent leurs clients et naviguent à travers ce climat d'incertitude économique que l'on croit temporaire.



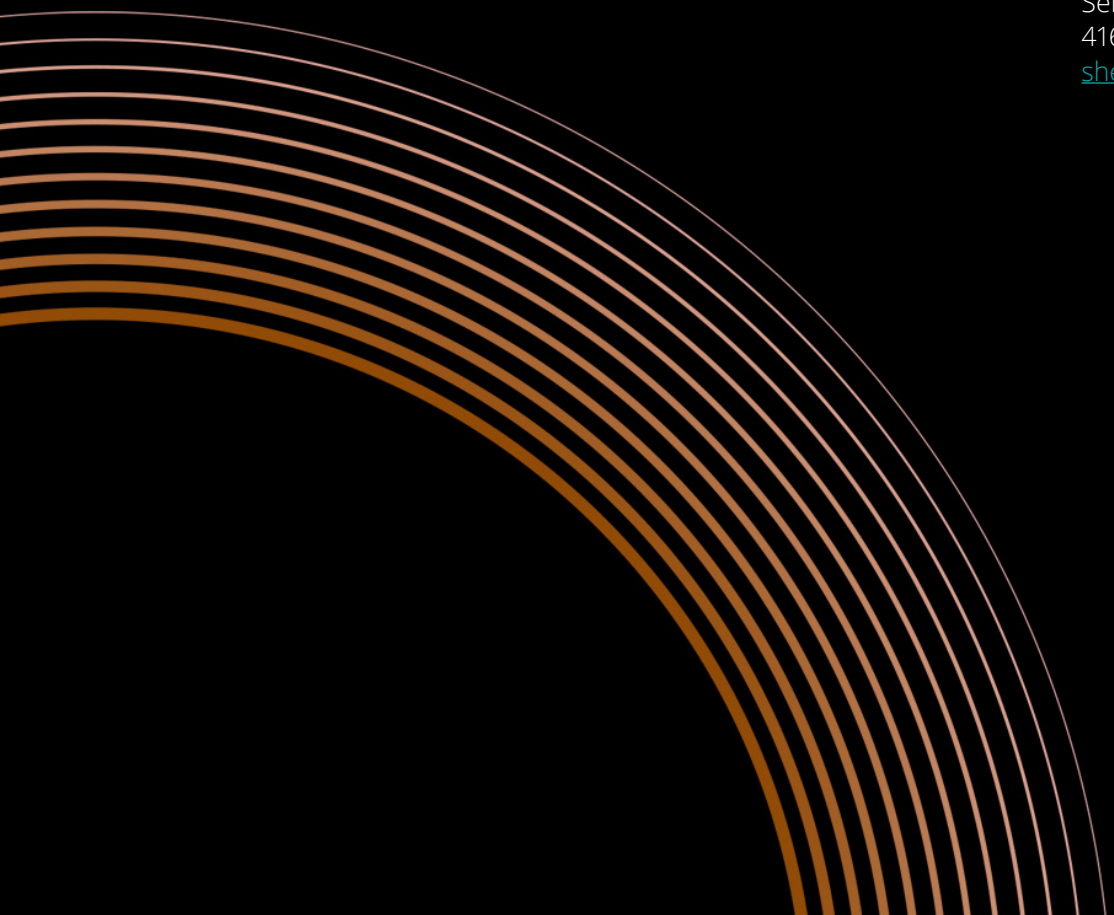
Personnes-ressources

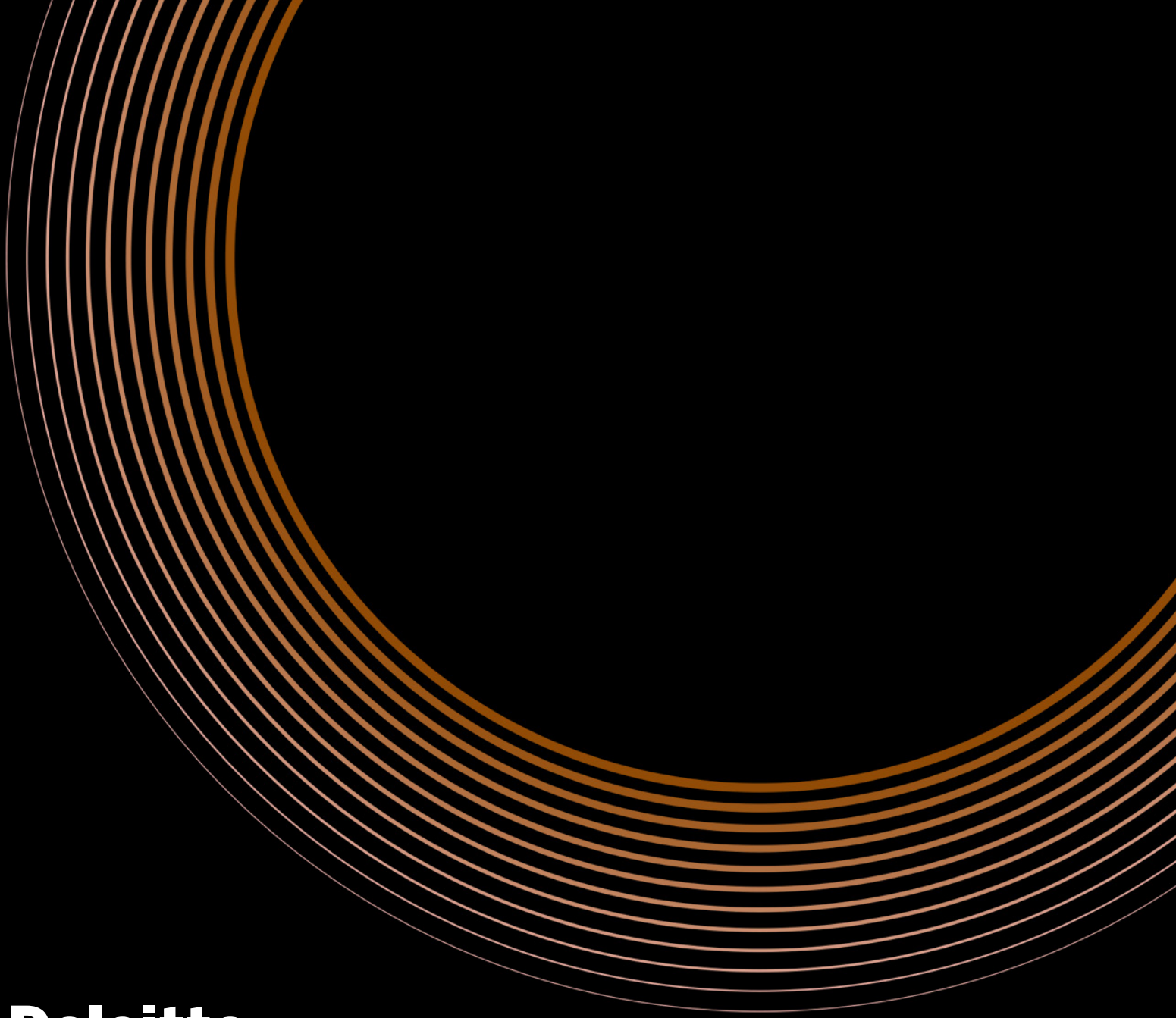
Craig Alexander
Économiste en chef
Services-conseils en économie
416-354-1020
craigalexander@deloitte.ca

Mario Iacobacci
Associé
Services-conseils en économie
514-443-9141
miacobacci@deloitte.ca

Michael Dolega
Directeur principal
Services-conseils en économie
647-292-1919
mdolega@deloitte.ca

Sebastian Herrador-Guzman
Analyste principal
Services-conseils en économie
416-874-4225
sherradorguzman@deloitte.ca





Deloitte.

www.deloitte.ca

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500MD par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir www.deloitte.com/ca/apropos.

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 312 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 12 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur LinkedIn, Twitter, Instagram ou Facebook.

L'information contenue dans le présent document ne peut remplacer les conseils d'un spécialiste.

© Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r. l. et ses sociétés affiliées.
Conçu et produit par le Service de conception graphique de Deloitte, Canada. 19-6473M